

DESCRIPTION DE LA DEMANDE		référence dossier
Demande déposée le 12/06/2025 Complétée le 04/07/2025		N° PC 31587 25 S0008
Par :	JIMENEZ FKVM	Surfaces de plancher autorisée : 3199 m²
Demeurant à :	5 Avenue de Fontreal 31620 Villeneuve-lès-Bouloc	
Représenté par :	Valérie JIMENEZ	
Pour :	Construction d'une extension pour l'aménagement d'un atelier mécanique poids lourds, d'un bâtiment de bureaux, d'un quai extérieur. Aménagement de bureaux dans un bâtiment de stockage existant. Aménagement d'une aire de stationnement avec ombrières photovoltaïques et d'une aire de stockage poids lourds. Démolition des bâtiments de l'atelier poids lourds existant et des bureaux existants.	
Sur un terrain sis à :	5 Avenue de Fontreal Parcelles n° AA40, AA123	

Le Maire :

Vu la demande de permis de construire présentée le 12/06/2025 par JIMENEZ FKVM représentée par Madame Valérie JIMENEZ demeurant 5 Avenue de Fontreal à Villeneuve-lès-Bouloc ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 18/10/2005, révisé le 16/07/2019; modifié le 16/04/2025

Vu le Plan de Prévention des Risques Sècheresse du canton de Fronton approuvé par arrêté préfectoral en date du 18/11/2011;

Vu l'avis du Syndicat Intercommunal des Eaux des Vallées Girou, de l'Hers, de la Save et des côteaux de Cadours service gestionnaire du réseau d'alimentation en eau potable en date du 03/07/2025;

Vu l'avis avec participation d'ENEDIS service gestionnaire du réseau public d'alimentation en énergie électrique en date du 20/06/2025;

Vu l'avis favorable avec prescriptions de la Direction Départementale des Territoires services des risques et gestion de crise en date du 17/07/2025;

Vu l'avis avec prescriptions du Directeur du Syndicat Mixte Eurocentre en date du 19/09/2025;

Vu l'attestation établie par l'architecte ou l'expert agréé certifiant la réalisation d'une étude géotechnique et constatant que le projet prend en compte ces conditions au stade de la conception;

Vu le formulaire attestant la prise en compte des performances énergétiques et environnementales prévu par l'article R 122-24-1 du code de la construction et de l'habitation;

Vu les pièces complémentaires reçues en mairie en date du 04/07/2025;

Vu la délibération en date du 7/09/2021 instaurant un taux à 5 % de la taxe d'aménagement;

Vu la date d'affichage le 12/06/2025 de l'avis de dépôt prévu à l'article R 423-6 du code de l'urbanisme ;

Considérant que le terrain est situé dans le périmètre du Plan de Prévention des Risques Sècheresse de la commune.

ARRETE

Article 1:

Le permis de démolir est ACCORDE.

Le permis de construire est ACCORDE sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées à l'article 2.

Article 2:

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES SECHERESSE

Le terrain faisant l'objet de la présente demande de permis de construire est situé dans une zone à risques au regard du plan de prévention des risques naturels concernant les mouvements différentiels de terrain liés au phénomène de retrait-gonflement des sols argileux.

Le projet de construction envisagé devra donc respecter les mesures définies par ce document réglementaire consultable à la mairie du lieu de situation du terrain.

SYNDICAT MIXTE EUROCENTRE

Les prescriptions émises conformément au CCCT du Syndicat Mixte EUROCENTRE doivent être respectées.

Les branchements au réseau public seront obligatoirement souterrains et seront, sans dispositions particulières propres au concessionnaire, à la charge du demandeur.

Si les nécessités le commandent, il pourra être exigé des traversées de chaussée avec fourreaux et conduites pour recevoir les branchements particuliers à la charge du demandeur.

ZONE DE RISQUES INONDATION

Les prescriptions émises par la Direction Départementale des Territoires service Risques et Gestion de Crise doivent être respectées.

Par délégation

Villeneuve-lès-Bouloc, le 03 OCT. 2025

Notifié le : 07 OCT. 2025

Le Maire Adjoint

Sylvie SAVY



Informations :

L'attention du pétitionnaire est attirée sur le fait que la présente décision ne vaut pas autorisation au titre de la réglementation environnementale et ne pourra être mise en oeuvre qu'après l'obtention de ces différentes autorisations en application de l'article L 425-14 du code de l'urbanisme.

PARTICIPATION FINANCIERE LIEE A LA REALISATION DU PROJET

En application de la loi n°2012-354 de finances rectificatives pour 2012, codifié à l'article L1331-7 du Code de la Santé Publique, une Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (P.F.A.C) sera perçue auprès du propriétaire, selon les modalités définies dans la délibération en vigueur du SMEA, à compter du raccordement effectif ou par extension de la fin des travaux.

INFORMATION RELATIVE A LA FISCALITE LIEE A LA REALISATION DE L'OPERATION

La réalisation du projet donnera lieu au versement de la Taxe d'Aménagement et de la Redevance pour l'Archéologie Préventive.

Ces taxes seront liquidées ultérieurement par les services fiscaux.

La fiche de liquidation vous sera transmise par le Comptable du Trésor chargé d'en assurer le recouvrement.

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivants :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE: les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire.

L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire.

- DUREE DE VALIDITE : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué.

Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- DROITS DES TIERS : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L241-1 et suivants du code des assurances.

- DELAIS ET VOIES DE RECOURS : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

